

Racovsky déporté en Sibérie

# la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 4. — 4 Octobre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

## MINORITAIRES ET OPPOSITIONNELS DEVANT LA CRISE

CHRISTIAN RACOVSKY

Il serait tout à fait vain de nier que le Parti communiste et la C. G. T. U. traversent en ce moment une crise profonde. Trop de faits l'attestent.

Sans doute un parti révolutionnaire ne se développe pas selon une ligne unie et facile ; sa voie est hérissée d'obstacles, et le Parti communiste français a connu d'autres crises.

Mais ce qui fait la gravité de celle-ci c'est qu'elle marque le point culminant d'une politique qui, malgré les échecs subis, persiste en s'aggravant depuis cinq années.

C'est qu'elle n'est pas limitée à la France mais qu'elle atteint l'Internationale communiste tout entière dont les sections sont toutes, ou presque toutes, de l'aveu même des dirigeants staliniens, dans une situation critique.

Socialistes et syndicalistes d'union sacrée le sentent bien. Ils rôdent autour du Parti et de la C.G.T.U. espérant une décomposition totale qui les débarrasserait une fois pour toutes des gêneurs et leur permettrait de poursuivre tout à leur aise leur politique de collaboration avec la bourgeoisie.

Ils se trompent. Quelles que soient les fautes commises par leurs dirigeants, les partis communistes ne disparaîtront pas et la première justification de leur existence est donnée précisément par les socialistes qui ont laissé dans la guerre même le socialisme d'avant 1914, exactement comme Jouhaux et ses amis ont renié de A à Z le syndicalisme révolutionnaire. Leur adaptation au temps de guerre et d'après-guerre les a éloignés des ouvriers et rapprochés de la bourgeoisie. Le socialisme aujourd'hui, c'est le communisme, et c'est la C.G.T.U., malgré toutes ses erreurs, qui continue le syndicalisme révolutionnaire.

Mais ce que peuvent bien faire, dans cette situation, les dirigeants de la C.G.T.U. et du Parti communiste, c'est gaspiller les forces qui viennent vers eux, user des hommes, décourager les militants les meilleurs, les plus dévoués et les plus capables et ainsi affaiblir la classe ouvrière au lieu de l'aider et de la guider. Là est le danger que nous avons signalé dans notre Déclaration, parue au premier numéro, et sur lequel il faut revenir.

« Une des tâches essentielles de l'opposition communiste, disions-nous, c'est d'empêcher que l'indignation justifiée contre une direction néfaste n'aboutisse à une désillusion à l'égard du communisme et de la révolution en général. »

La tâche n'est pas moins urgente pour la nouvelle minorité de la C.G.T.U.

Les uns et les autres, oppositionnels dans le Parti et minoritaires dans la C.G.T.U., nous devons nous montrer capables de défendre la classe ouvrière à la fois contre la

funeste direction stalinienne et contre les socialistes et syndicalistes de la collaboration de classes. De la crise présente, profonde, dangereuse, et précisément à cause de son étendue même, doivent surgir un Parti communiste fort et une C.G.T.U. puissante. Il faut prouver à la bourgeoisie et à ses serviteurs qu'ils se sont réjouis trop tôt.

### SOLIDARITE DE DICTATEURS

Une dépêche de Madrid, nous apprend que, ayant reçu une demande d'information tre infligée à une maison de commerce de Barcelone pour crime de lèse-mussolinisme. Primo a fait à ce propos les déclarations suivantes :

« Nous avons puni cette entreprise parce que, ayant reçu une demande d'information de la Chambre de Commerce italienne de Barcelone, elle répondit en ces termes discourtois : « Nous ne pourrions pas entrer en relations commerciales avec vous aussi longtemps que durera le présent régime politique de l'Italie. »

« C'est là, affirme Primo, une insolence manifeste qui ne saurait être tolérée. Le régime politique de l'Italie a été reconnu et est respecté par tous les gouvernements. Je n'ai pas besoin de mentionner ma propre opinion qui est de très haute estime. »

Primo donne aux ouvriers de tous les pays un bon exemple de solidarité professionnelle.

### PATRIOTISME DE PLAQUES BLINDEES



Liebknecht le dénonça avant la guerre. Il reparait aujourd'hui en Amérique.



Une lettre de Moscou publiée dans notre précédent numéro nous apprenait que Racovsky, Cassior et Okoudjava avaient lancé un appel aux oppositionnels, dénonçant la capitulation de Radek et Cie, et qu'ils avaient rallié autour d'eux la quasi-totalité des déportés.

La répression stalinienne ne s'est pas fait attendre. Racovsky, qui était à Saratov, a été d'abord emprisonné, puis expédié en Sibérie, à Barnaoul, où d'autres oppositionnels l'ont précédé. Barnaoul se trouve sur la rive gauche de l'Obi, à 350 kilomètres au sud de Toms.

Christian Racovsky retrouve, sous le régime stalinien, la vie qui fut la sienne avant la Révolution russe. Né en 1873, on le rencontre successivement, à partir de 1890, dans tous les pays d'Europe et partout l'histoire finit de la même façon : par l'expulsion. Aucun pays ne veut de ce propagandiste dangereux. La Roumanie et la Bulgarie revendiquent toutes deux la province où il est né, la Dobroudja, mais aucune ne veut de Racovsky. Même comme ambassadeur soviétique à Paris, il fut jugé indétrable, Briand le renvoya à Moscou, et peu après Staline le déporta à Astrakhan, puis à Saratov, et maintenant à Barnaoul, après quelques séjours en prison.

Au début de la guerre, quand Cachin, chargé de mission par le gouvernement français, portait de l'argent à Mussolini chassé de l'Avantil pour qu'il pût fonder son Popolo d'Italia, Racovsky écrivait, s'adressant à Ch. Dumas :

« Nous sommes et nous restons les partisans de la bonne et vieille tactique de la lutte des classes et nous répudions de toutes nos forces celle de la collaboration des classes. »

« Nous, socialistes roumains, nous voulons rester avec le socialisme révolutionnaire qui fut, hier, la source de votre force, et nous voulons continuer à l'avenir la lutte contre la guerre et contre l'opportunisme. »

La vie de Christian Racovsky est un bel exemple de fidélité au socialisme.

## La semaine

### Le complot.

Un certain nombre de militants communistes, tous fonctionnaires, sont actuellement inculpés de complot par Tardieu, à propos de la préparation du 1er août.

Le prétexte du complot ne tient pas debout. Le Parti démontrera facilement que son objectif n'était pas l'insurrection. En fait, la manifestation du 1er août a été un échec surtout pour le parti, qui, sur quelques points, a été débordé par les sympathisants. Le gouvernement a simplement mené une violente campagne de presse, pour provoquer le parti et saisir ainsi l'occasion de forger de nouvelles lois et de remanier son système de lutte contre le communisme. Car cette expérience doit servir à la bourgeoisie pour les combats futurs. Et ce que la bourgeoisie prépare aujourd'hui, c'est sa défense et sa contre-attaque pour les prochaines crises. **Ce qu'elle craint, c'est le communisme de demain**, qui trouvera sa route et ses formes d'organisation en dehors de la bureaucratie actuelle du parti.

Car le communisme d'aujourd'hui, c'est Duteil, Lauze et Laporte reçus par Horthy... A vrai dire, ce n'est pas le communisme, c'est une monstrueuse caricature, qui disparaîtra sous la poussée des ouvriers révolutionnaires.

### Poincaré-Reynaud.

On fait grand bruit autour des conversations entre Paul Reynaud, Poincaré et l'industriel allemand Reichberg. Il s'agit là d'un projet d'alliance économique et militaire entre l'Allemagne et la France. Et quel est le sens de ce projet ? Pour l'« Humanité », naturellement, il ne s'agit que d'une alliance militaire contre l'U.P.S.S. Mais ce n'est qu'un côté très secondaire de l'affaire. En réalité

il s'agit de dominer l'Europe. Comme tel, le projet est principalement tourné contre l'Angleterre, et même l'Italie. L'acier français et le charbon allemand peuvent dominer l'Europe. Il s'agit donc là d'un essai de certains groupes industriels et politiques (particulièrement ceux de l'industrie lourde, spécialisée dans les fournitures de guerre) qui témoignent de la recherche d'alliances impérialistes nouvelles qui s'effectuent actuellement. C'est sous cet angle que doivent être appréciés des événements comme l'incident Poincaré-Reichberg. Les déclarations sur le complot antisoviétique sont creuses.

### Toujours Tardieu.

Tardieu continue à faire beaucoup parler de lui. Il a engagé une lutte féroce pour obtenir la succession de Briand. Il fait donner sa presse et chanter ses louanges. Il empêche Chiappe, qu'il veut garder auprès de lui, de décrocher un fauteuil de sénateur. Mais Briand ne semble pas disposé à se laisser supplanter. En tout cas, soyons sans crainte, avec ou sans Tardieu, la grande bourgeoisie trouvera le ministère dont elle a besoin pour renforcer sa production, élargir ses débouchés, et baisser les salaires. Cette période de vacances parlementaires, pendant laquelle les démocrates ont pour toute tribune le « Populaire » et quelques conseils municipaux, montre clairement que la grande bourgeoisie fait de mieux en mieux ses affaires sans le Parlement. Blum parlait de mettre la légalité en vacances. Mais c'est Tardieu qui le met en vacances légales.

### Touchons du bois.

La population parisienne, et particulièrement les ouvriers, se moque pas mal du représentant de l'Eglise catholique à Paris. Il s'appelait Dubois, et il vient de mourir. On le remplacera par un autre qui fera la même besogne. La presse bourgeoise en pro-

fité pour se livrer à une débauche de louanges à l'adresse de ce prélat. Prenons-y garde. Toutes ces manifestations chauvines et réactionnaires préparent l'opinion publique. Et c'est quand l'opinion est préparée que les conflits sont prêts à éclater. Pour les travailleurs français, l'Eglise catholique n'est pas autre chose qu'une puissance réactionnaire tout entière au service de la bourgeoisie, laquelle le lui rend bien. L'influence cléricale se développe avec la réaction. L'importance attribuée par la bourgeoisie à la mort d'un cardinal n'est pas dépourvue de sens : elle signifie que l'atmosphère est plus propice à la réaction, aux coups de force. L'apothéose de Dubois nous montre que Chiappe et Tardieu ont passé par là. Que le prolétariat le sache : la bourgeoisie se prépare à décupler ses attaques. Il faut suivre ses évolutions de près, renforcer nos positions, écarter les démagogues, et se préparer aux luttes décisives.

### Les Etats-Unis d'Europe.

L'enthousiasme de la bourgeoisie au sujet de la fédération européenne se calme un peu : la concurrence et la lutte internationale sont pressantes. Et puis il y en a qui melting des bâtons dans les roues. Poincaré, le caissier étriqué de la bourgeoisie française, ne comprend pas l'intérêt pour le capitalisme européen de s'unir s'il ne veut pas périr. Dans un récent article il écrit : « La combinaison présenterait ainsi le danger de paraître dirigée contre certaines nations et de se convertir en une espèce de ligue, totale ou partielle, de l'Europe contre d'autres peuples. M. Stresemann n'a pas caché que son objectif était les Etats-Unis d'Amérique dont l'influence économique croissante sur le vieux monde lui cause des inquiétudes... »

### DANS LE LABOUR PARTY

New-York, 28 septembre.

Mrs. George Spero, femme du député travailliste de West-Fulham, a perdu dans Fifth Avenue, à New-York, son collier de perles estimé 750.000 francs.

(Temps, 29 septembre.)

## A travers journaux et revues

### Un sincère amour de la paix.

Dans l'Europe Nouvelle, Edgar Ausel-Mowrer examine en quel sens les Etats-Unis pourraient considérer sans défaveur la constitution des Etats-Unis d'Europe :

*J'ai tout lieu de savoir en effet que le président Hoover lui-même a l'intention, après avoir abouti à un accord sur le désarmement naval, de faire de l'aide américaine au relèvement du niveau de vie en Europe un point essentiel de sa politique étrangère. Et cela, pas entièrement pour des raisons d'idéalisme. M. Hoover estime que le niveau de vie déjà élevé du peuple américain a presque atteint le maximum qu'il lui sera possible de réaliser tant que nos clients et concurrents européens continueront à végéter dans ce qui semble aux Américains un état de malaise physique. C'est pourquoi il est pour ainsi dire certain que tout effort véritable tendant à réaliser la grande idée de M. Briand bénéficiera de la coopération cordiale du président des Etats-Unis.*

Ce pathos puritain se laisse entendre. Les Américains ont besoin des débouchés européens et ils entendent que les divisions et les troubles européens ne compromettent pas le pouvoir d'achat de la clientèle convoitée.

Ce désir entrera en contradiction avec la nécessité de contrecarrer la politique de protection du capitalisme européen que constitue dans son essence le programme des Etats-Unis d'Europe.

### De Combes à saint Pierre.

La mort du cardinal Dubois, agent de la propagande française en Orient et qui servit en diplomate les fins de l'Eglise comme les conservateurs libéraux servent la domination de la bourgeoisie, a été saluée des habituels « hommages unanimes ». Le voltairien Edouard Herriot a effeuillé dans le Journal quelques immortelles sur la tombe :

*Entre croyants et incroyants, le débat, congelant toute politique, serait purement de sentiments et d'idées...*

*... Mais en dépit de toutes les sommations variées de la passion, rien n'empêchera un homme libre de s'incliner devant le corps d'un prélat auquel parfois les circonstances opposèrent. Ne redoutons pas l'effort vers la justice : cette maladie n'a rien de contagieux.*

Quelle évangélique magnanimité. Le vaincu de 1926 n'a pas de ranune. Autrefois les radicaux mangeaient du curé, l'appât leur a passé. Ils ne sont que désarmés et complices devant toutes les forces de domination de la grande bourgeoisie.

### Trotsky vu par un socialiste de gauche.

Dans le Populaire, le professeur J.-B. Séverac explique à propos de la Révolution défigurée, le contenu politique de l'opposition russe par la psychologie de Trotsky « raidi dans ses espérances ».

*... Il me semble, en effet, démêler dans les écrits polémiques de Trotsky trace d'une sorte d'aggravation de la faute initiale du bolchévisme et qui consiste à croire qu'il suffit pour transformer de beaucoup de bonne volonté comme si la possession des manettes du commandement permettait l'accomplissement de miracles...*

Cette critique réaliste dressée contre les « dangereuses propositions » de Trotsky ressemble comme une soeur à celle de Boukharine et de Staline envers l'opposition de gauche. Les prétendues illusions de l'opposition de gauche sont en réalité basées sur l'analyse des phénomènes économiques en Russie et ses conclusions sont celles de marxistes décidés à faire prévaloir les intérêts de la classe révolutionnaire contre les « réalités », c'est-à-dire les forces économiques de la bourgeoisie.

Le même livre de Trotsky inspire à Laloy, dans le Mercure de France des réflexions qui ne valent pas beaucoup plus cher :

*Des divergences réelles entre ses vues (Trotsky) et les leurs (les Staliniens), il n'y en avait guère. Trotsky ne trouve à leur reprocher que leur modérantisme et leur thermidorisme.*

Et avec ça les lecteurs bourgeois sont bien renseignés.

### LES CONSEILLERS

#### DE TCHANG - KAI - CHEK

D'après le « Daily Telegraph », Tchang-Kai-Chek a désigné comme successeur au colonel Bauer, à la tête de la mission allemande, le colonel Kriebel, ancien membre de l'état-major bavarois, qui fut, à l'armistice, le plus ardent adversaire de la cession de Dantzig à la Pologne. Un peu plus tard, il réprima sans pitié la révolution bolchevique de Munich ; il fut ensuite condamné à mort par contumace par la Tchèque. En 1920, il fut un des principaux organisateurs de la garde blanche bavaroise.

# Au tribunal avec les accusés de Gastonia

# Les ministres travaillistes à Brighton

La justice bourgeoise ne diffère guère, en son fond, d'un pays à un autre. Quand le développement du mouvement ouvrier inquiète la bourgeoisie, des gouvernants dociles fabriquent un « complot contre la sûreté de l'Etat » et des juges serviles condamnent. Mais il y a quelque diversité dans la forme. La justice américaine allie parfois un souci de procédure poussé jusqu'à la minutie à une rigueur extrême. C'est ce qu'on a vu dans le procès Sacco-Vanzetti. Il y a, assez souvent aussi, des incidents dramatiques. On vient de le voir dans le procès des seize ouvriers textiles de Gastonia : un des jurés est devenu subitement fou, le procès a dû être interrompu et renvoyé au 30 septembre. On apprend d'ailleurs en même temps qu'une manifestation « spontanée » venait d'avoir lieu « contre les rouges ». Conduits par les agents des barons du textile, les manifestants opérèrent d'abord à Gastonia, où ils saccagèrent les locaux du Secours rouge, puis ils allèrent à Charlotte, à la recherche des avocats de la défense et de leurs amis, avec l'intention manifeste de les lyncher. Ne les trouvant pas, ils finirent par se disperser, sous l'œil bienveillant de la police. On dit que la démonstration a été organisée parce que le bruit s'était répandu que le jury était décidé à acquitter les accusés. Ce fait montre combien une vigoureuse action ouvrière internationale serait nécessaire.

Un rédacteur de *New Republic* a suivi la première phase du procès. Avec lui, nous pouvons pénétrer dans l'antre judiciaire et assister à l'audience en suivant son récit. Aux abords du tribunal, des groupes où les fermiers dominent discutent passionnément. A l'intérieur, la foule est dense, l'atmosphère est plus moderne avec cet air « d'affable vénalité qui imprègne partout nos édifices publics ». Un quart d'heure avant l'ouverture de l'audience chaque place est occupée. La salle d'audience est vaste et spacieuse. C'est une journée exceptionnellement chaude ; les jurés, autorisés par la Cour, ont enlevé leur veston et tous les assistants les ont aussitôt imités.

Selon le cérémonial habituel, le juge Barnhill heurte la porte avec son marteau, le shérif annonce la Cour et les prisonniers sont introduits. A moins qu'on n'ait été prévenu, on ressent un choc de les voir tous si jeunes ; ils sont tous dans leurs vingt ans et la plupart semblent des adolescents. Sophie Melvin, la plus jeune des trois femmes inculpées, a dix-neuf ans, mais elle paraît quelques années plus jeune. Elle est toute petite, jolie, avec ses cheveux bouclés.

Les prisonniers, en pénétrant dans la salle et prenant leur place, ne semblent ni intimidés ni abattus ; on pourrait les prendre pour les élèves d'une classe supérieure sauf que ça et là une tête apparaît au-dessus de la moyenne comme intelligence. Ils font, décidément, bonne impression — excepté, hélas ! le dernier. C'est un homme plus âgé que les autres, au visage simiesque, à la fois rusé et ignorant ; c'est, en fait, la tête d'un criminel. Tout d'un coup, on se rend compte que c'est un policier en bourgeois.

Tandis que le regard suit maintenant les deux rangées de prisonniers, il n'est pas difficile de découvrir le leader. Beal, le militant chargé de l'organisation, et le plus âgé de la petite troupe, est un jeune homme robuste, cheveux roux et visage sérieux. Au premier abord, sa tête n'est ni particulièrement intéressante ni très attrayante, mais les communistes ont un autre code de beauté que le nôtre. Nous pouvons au moins discerner qu'il est un chef. Les autorités l'ont vu aussi car c'est sur lui que leur attaque est concentrée.

Quant au jury — ce pitoyable résidu de nombreuses listes, ce résultat de neuf journées de labeur pour découvrir douze citoyens sans opinions — son apparence n'est pas engageante. Dans certains cercles, il est considéré comme « pro-labor », peut-être

parce que l'un des jurés fut jadis syndiqué. Cependant, les visages qu'il montre sont sans expression, visages gênés d'hommes privés sur une scène publique. Ils se tortillent, mal à l'aise, sur leurs sièges, durant les longues chaudes journées de témoignages et se dressent joyeusement dès que le juge annonce une suspension d'audience.

Le procès continue. L'Etat a fait citer beaucoup de témoins, et la défense, on peut le présumer, en fera venir beaucoup elle aussi. Le sténographe note frénétiquement les dépositions, fronçant le sourcil quand l'accent d'un témoin le dérouté ; un appareil télégraphique claque avec monotonie ; un nègre en veste blanche apporte une carafe d'eau glacée sur la table de la défense...

A la surface, c'est à cela que se réduit le procès des « meneurs » de Gastonia et lorsqu'on suit ce flux de discussions juridiques on ne peut concevoir un seul instant que le résultat possible ce sera trois femmes jetées en prison, treize hommes tués sur la chaise électrique...

## “La marche sur Vienne”

Le fascisme autrichien suit sa voie. Il s'achemine vers le pouvoir par des mesures semi-régulières et légales. Il a formulé son programme ; il a mobilisé ses troupes ; le débile chancelier Steeruwitz a cédé sa place à un homme à poigne, Schober, qui a déjà fait ses preuves comme fusilleur d'ouvriers. On peut compter sur lui pour obtenir la révision parlementaire de la Constitution. S'il le faut, d'ailleurs, les Heimwehren sont toujours là et entrèrent en mouvement pour faire la pression nécessaire. Le nouveau chancelier ne s'est pas gêné pour leur témoigner publiquement sa sympathie. Il affirme qu'il y a parmi eux des hommes de « caractère irréprochable » ; les violences exercées à l'égard d'ouvriers paisibles — comme on en vit à Sant-Lorenz — deviennent des « appels pressants et même impétueux » en faveur de la révision de la Constitution, qu'il comprend et approuve. Aussi déclare-t-il que « sa tâche sera de maintenir le contact nécessaire avec les Heimwehren ».

On a souvent tendance à se représenter d'une manière trop simpliste les méthodes dont use la bourgeoisie d'après-guerre pour assurer sa dictature. Le fascisme italien est un modèle qui n'est pas servilement copié. (En cela, la bourgeoisie témoigne de plus de compréhension et d'intelligence que les dirigeants staliniens de l'Internationale communiste.) La dictature de Primo a ses caractéristiques ; de même celle qui s'est instaurée en Hongrie après l'écrasement de la Révolution et aussi celle, plus jeune en date, qui sévit en Yougoslavie où c'est le roi lui-même qui opère.

La « marche sur Vienne » était une menace en vue d'un résultat précis. Le but ayant été atteint, les démonstrations annoncées sont restées dans les limites ordinaires. La bourgeoisie marque un point — et elle garde sa réserve extralégale.

**POUR SAVOIR ce que représente l'opposition communiste et ce qu'elle veut il faut lire**

### La Révolution défigurée

par Léon TROTSKY  
Un volume in-8 écu, 224 pages  
Prix : 15 francs.

Le congrès du Labour Party, à Brighton, apparaît comme une répétition générale de la session parlementaire. Les ministres sont là. C'est l'un d'eux, Herbert Morrison, qui préside. Les principaux auront chacun leur jour, le ministre J. H. Thomas ouvrant la marche, puis viendront Henderson qui exposera la politique extérieure du gouvernement travailliste et Snowden qui parlera de finances. Mais il est bien spécifié que les ministres entendent seulement informer les délégués travaillistes et non pas leur permettre de tracer le programme du gouvernement ; ils se considèrent comme responsables non devant leur parti, mais devant le Parlement ; il ne faut pas toucher à la Constitution et puis c'est plus facile ainsi de gouverner. Il semble qu'ils aient surtout en vue, par leur participation active au congrès, de désarmer par avance l'opposition qui se manifeste au sein du parti. Le mécontentement dans les masses ouvrières qui s'étaient réjouies de la formation d'un nouveau cabinet travailliste est certain et ce ne sont pas les causes de déceptions qui manquent.

Tandis que Mac Donald mène bruyamment sa politique de rapprochement avec l'Amérique, toutes les mesures intérieures qui sont prises sont défavorables aux ouvriers. On ne change rien, laissant intacte la législation antiouvrière du cabinet conservateur, on impose des diminutions de salaires, par exemple dans l'industrie du coton où les salaires ont été réduits de 6 1/2 %, avec la participation de deux trade unionistes de marque, Cramp et Walkden, agissant officieusement pour le gouvernement. Les ouvriers attendaient évidemment autre chose. Les propositions faites par les délégués de l'Independent Labour Party, nombreux au congrès, et les premiers votes émis n'ont donné qu'une faible majorité au gouvernement.

Dès le premier jour, aussitôt après le discours du président, Maxton, au nom de l'I.L.P. développa une résolution demandant l'extension des allocations d'Etat, notamment en ce qui concerne les enfants, les ressources devant être trouvées dans une taxation renforcée de la richesse.

Henderson répondit que cette proposition était très intéressante, qu'elle avait sa sympathie, mais que pour la rendre applicable une étude préparatoire approfondie était nécessaire. Le président essaya aussi de convaincre Maxton et de l'amener à retirer de lui-même la motion. Mais le représentant de l'I.L.P. répliqua que la question est posée depuis trois ans ; il fallut voter. Le gouvernement l'emporta par 1.253.000 voix contre 866.000.

Le second jour, sur la question du chômage, le vote du congrès lui fut plus défavorable : 1.100.000 contre 1.027.000. Il intervint après le discours de J. H. Thomas qui exposa longuement ses projets et demanda, avant tout, qu'on lui laissât du temps. Mais ce que les ouvriers voient dès maintenant c'est que le chômage ne diminue pas et que, par contre, la première proposition pratique du gouvernement c'est une diminution des secours aux chômeurs. Nous reviendrons sur ce congrès la semaine prochaine, quand nous aurons sous les yeux l'ensemble de ses travaux.

### LA VERITE

est en vente à Paris  
le vendredi matin  
dans les kiosques

et chez les marchands de journaux.

## Lettre d'Allemagne

# Les attentats terroristes et leur signification

Berlin, septembre 1929.

Au cours des deux dernières années, la classe ouvrière allemande a commencé, lentement et non sans hésitation, à se mettre en état de défense contre l'offensive capitaliste. Toute une série de luttes acharnées pour les salaires qui se sont déroulées presque sans arrêt depuis 1927 marquent la naissance d'une activité nouvelle du prolétariat. Les succès électoraux du Parti communiste et du Parti social-démocrate aux élections au Reichstag de 1928 reflètent à n'en pas douter un profond travail de regroupement parmi de larges couches de la population. Des millions d'ouvriers et de petits bourgeois qui, il y a quelques années, suivaient les nationalistes et le centre catholique, ont manifesté clairement contre la politique du bloc bourgeois : rationalisation, impôts, tarif douanier, en se tournant vers les partis qui combattaient ce bloc bourgeois, et en premier lieu vers le Parti social-démocrate.

Pleines d'illusions, les masses attendaient du réformisme une grande amélioration de leur situation, une défense de leurs intérêts par les moyens pacifiques qu'offre l'Etat bourgeois.

La bourgeoisie allemande a tout de suite compris le danger que décelaient ces symptômes inquiétants. Pour dissocier ces formations nouvelles, les tromper, les calmer, elle confia le gouvernement à un « bloc de gauche », à un régime de coalition sous la direction d'un social-démocrate.

La social-démocratie a pleinement et consciencieusement accompli ses devoirs envers la bourgeoisie. Hilferding lui fit d'extraordinaires cadeaux dans le domaine fiscal ; les maîtres de l'industrie lourde de la Ruhr obligèrent le ministre du Travail, Wissel, à violer les lois mêmes qu'il a charge d'appliquer ; enfin, la politique de Hermann Müller dans l'affaire du croiseur cuirassé est venue montrer que la social-démocratie sait fort bien seconder les efforts de l'impérialisme allemand. Les fusillades d'ouvriers du 1er mai sanglant de Berlin, ordonnées et dirigées par le social-démocrate Zoergel sont le « digne » couronnement de l'œuvre de la social-démocratie au pouvoir.

Parmi les masses confiantes, la déception fut amère : les rêves de mai 1928 s'étaient heurtés à la sévère réalité de 1929. Le réformisme dirigeant les a mieux instruites sur la démocratie bourgeoise que tout autre gouvernement eût pu le faire. Aussi les conditions objectives d'une poussée vers la gauche ont-elles rapidement mûri dans le premier semestre de 1929. Les remarquables succès du Parti communiste allemand dans les élections des conseils d'usines en sont une preuve certaine. Mais, comme il fallait s'y attendre, la direction stalinienne du Parti n'a su ni consolider ni étendre ces succès. Par son incompréhension et sa brutalité, rendant responsable chaque ouvrier social-démocrate de la politique des chefs, elle a éloigné du communisme nombre d'ouvriers qui retournent au Parti social-démocrate ou tombent dans l'indifférence.

Devant ces phénomènes, il ne faut pas s'étonner de voir de plus en plus une troisième tendance se faire jour qui, au moyen d'une démagogie sociale éhontée, cherche à attirer les ouvriers déçus et découragés dans les filets des maîtres de l'industrie lourde. C'est la besogne du « socialisme national » dont Hitler est le chef.

Le fascisme allemand ne joue pas un rôle autonome. Ses différentes fractions ne sont que des armes diverses aux mains de la bourgeoisie.

Les organisations racistes constituent l'aile la plus active de la réaction dans l'Allemagne du Nord, surtout dans les villages. En ces derniers temps, des parties notables de la population agricole du Nord, secourues par la crise agraire permanente, et excitées par les racistes, ne purent plus être maîtrisées que difficilement, ainsi qu'en témoigna la vague d'attentats qui vient de traverser l'Allemagne.

Il faut dire que la bourgeoisie, dans son ensemble, ne voit pas ces attentats d'un très bon œil. Elle craint que ce qui peut être une soupape de sûreté pour les villages du Nord ne devienne un signal d'alarme pour le prolétariat tout entier. Et nous assistons au spectacle réjouissant de voir les annonceurs professionnels de la renaissance allemande : Hugenberg, chef des nationalistes, Seldte, grand maître des Casques d'acier, et même Hitler, le héros du « socialisme national », laisser tomber honteusement les « terroristes racistes. La grande action qui doit mettre en mouvement et unifier la masse de la réaction, c'est le referendum que préparent nationalistes, Casques d'acier et socialistes nationaux contre le plan Young.

Faut-il conclure de tout cela que nous sommes à la veille de la dictature ouvertement fasciste en Allemagne ? Certainement non. Les conditions présentes ne l'exigent pas, et rien ne pouvait mieux éclairer le caractère préparatoire de l'étape où nous sommes que l'éclosion de diverses formations réactionnaires : nationalistes et socialistes nationaux attaquent par derrière les racistes à cause des attentats tandis que populistes et « jeunes allemands » attaquent sournoisement nationalistes et socialistes nationaux à cause du referendum. Les uns et les autres s'accusent mutuellement de haute trahison.

En ce moment, l'offensive principale de la bourgeoisie est dirigée contre la partie la plus faible de la classe ouvrière, contre les centaines de milliers de chômeurs dont on aggrave encore, et de beaucoup, le sort misérable. Il faut prévoir à brève échéance de nouvelles attaques contre ce qui subsiste des institutions social-politiques créées au lendemain de la guerre, pendant la période révolutionnaire, et contre les salaires. Et c'est précisément parce que la bourgeoisie est contrainte de renforcer l'exploitation des ouvriers — pour pouvoir, malgré les tributs que lui impose le plan Young, reconquérir sa position de puissance préminente — qu'elle prépare la dictature fasciste pour le cas où les « moyens démocratiques » actuels ne suffiraient pas.

D'autant plus dangereux est, en ce moment précis, le cours néfaste et incohérent du Parti communiste qui se montre de moins en moins capable de guider les masses dans leurs luttes, ainsi que le prouve la préparation de la grève de protestation contre les mesures prises à l'égard des chômeurs. Le développement ultérieur de la gauche (Leninbund) a une importance décisive dans la question de savoir si le Parti communiste allemand va partager le sort du Parti tchèque ou s'il sera préservé d'une ruine complète.

Il faut dire franchement que, aujourd'hui, le Leninbund est encore fort loin de remplir ses grandes tâches, d'être la fraction stimulante, animatrice du communisme en Allemagne. Des positions sectaires ultragauchistes, des conceptions fortement empreintes de pessimisme mènent à un glisse-

ment dangereux vers les positions de l'opportunisme brandlérien, paralysent la force de la gauche allemande. Si le Leninbund exterminait de ses rangs ce balancement stérile de l'extrême gauche à la droite qui le domine en ce moment, si, avant tout, il comprend que sa tâche n'est pas de créer un second parti mais de montrer au noyau sain et révolutionnaire du Parti communiste allemand la voie de la lutte et de la victoire, alors seulement il pourra remplir sa mission et être l'avant-garde du communisme allemand. Et c'est seulement sous les coups d'une telle avant-garde que le Parti communiste et tout le prolétariat allemand pourront être préservés d'une nouvelle défaite qui, par son étendue, ferait oublier celle de 1923. — K. L.

## Après le Comité central du Parti

L'Humanité s'est tue sur le récent Comité central du Parti, mais Semard en a fait un rapport paru dans la *Correspondance Internationale*. Le fait est que le C.C. a été mis devant la situation créée par le fiasco du 1er août, la vague de résistance dans la C.G.T.U., le scepticisme profond installé dans les cadres du parti, c'est-à-dire devant une situation peu brillante, que l'on cache aux membres du parti et au prolétariat tout entier, en espérant que quelques remaniements du personnel (voir les incidents de l'Humanité) suffiront à rétablir la situation. La réorganisation de la B.O.P. a beaucoup plus intéressé le C.C. que la Conférence de la Haye ; cela n'empêche pas que Semard, dans son compte rendu, refasse les phrases ordinaires sur les problèmes internationaux, pour la forme.

Cherchant quelle importante modification a pu survenir dans l'état du capitalisme français depuis le Congrès de St-Denis, il découvre qu'il y a « le développement rapide d'une crise agraire provenant d'une surproduction de blé et de vin qui entraîne une chute verticale des prix ». Semard exagère ! Il y a tout simplement eu une bonne récolte, ce qui, en effet, a fait baisser les prix. Comme importante modification, c'est un peu mince.

Semard se lamente à propos du 1er août. Ce n'est pas seulement un fiasco, c'est une catastrophe. Pour le public Semard met des gants ; il signale « l'extrême faiblesse de notre travail d'organisation par rapport à notre excellente agitation », c'est-à-dire : l'inexistence de notre Parti et le grand litige de l'Humanité. Semard signale encore la « défectueuse composition sociale du parti », la « grande faiblesse des cadres », puis il ajoute sur ces « côtés négatifs » de l'activité du parti : « Naturellement nous les soulignons dans un tout autre état d'esprit que les éléments opportunistes, réformistes et trotskystes qui ne les mettent en avant que pour combattre l'action du 1er août ». En effet, Semard souligne ces « côtés négatifs » uniquement pour sacrifier au culte de l'autocritique, nullement pour tirer le bilan d'une fausse politique, ni corriger cette politique. Ce qu'il veut, c'est garder sa place, et pour cela il fera toute l'autocritique nécessaire, quitte à répéter les mêmes erreurs. Tandis que nous, qui ne sommes ni opportunistes, ni réformistes, ni trotskystes, mais simplement communistes, nous disons qu'une expérience comme celle du 1er août impose la révision complète du cours politique du parti et de l'I.C. Les erreurs actuelles ne sont pas occasionnelles. Elles viennent après une longue suite d'autres erreurs ; elles en sont la conséquence.

Quant aux « côtés positifs » du 1er août d'après Semard, c'est le fait que le parti serait apparu comme le seul guide du prolétariat, et qu'il aurait alerté des « millions de travailleurs ». C'est là une manière un peu trop impudente de s'attribuer les bénéfices du travail accompli par la bour-

geoisie et sa police. Car ce n'est pas l'Humanité, ni le parti, qui compte aujourd'hui quelques milliers de membres, qui ont pu alerter des « millions » de travailleurs. C'est surtout la presse bourgeoise, avec le tirage par millions de ses journaux ! Et en effet, la presse bourgeoise a parlé pendant 15 jours des entreprises du parti, mais à sa manière ! Vraiment, Semard exagère.

Le malheur, pour lui, c'est que les communistes conscients se refusent à marcher dans ces subtilités éhontées, véritables escroqueries. Alors, Semard d'écrire :

« Il n'y a que les défaits, les réformistes et trotskystes des diverses « nuances » qui ne voient pas, ou plutôt s'obstinent à ne pas voir pour leurs fins oppositionnelles, ces côtés positifs du 1er août. Toutes ces variétés de pur réformisme, de pure social-démocratie, s'accordent parfaitement avec ceux du parti socialiste et de la C.G.T. et avec la bourgeoisie pour crier à l'échec et pour mener dans les couches soumises à leur influence dans le parti et dans la C.G.T.U. la même besogne de lutte contre le communisme que poursuivent par ailleurs les socialistes et cégétistes aux ordres des gouvernements. »

Semard sait bien que c'est lui et ses fonctionnaires qui luttent effectivement contre le communisme et servent les intérêts actuels de la bourgeoisie. Il ment impudemment en rapprochant les points de vue de l'opposition des opinions socialistes.

Mais il ment ridiculement en écrivant que seuls nous ne voyons pas les « côtés positifs » du 1er août, car avec nous il y a tous les membres du parti et les millions de prolétaires français. A moins que par « côtés positifs » on ne veuille indiquer la réaction sérieuse qui se produit dans le parti et dans les couches révolutionnaires du prolétariat contre une bureaucratie et une direction qui ne s'illustrent que par le mensonge, le bluff et la déloyauté. Semard écrit : « Une autre vertu (1) du 1er août c'est d'avoir heureusement préfacé le Congrès de la C.G.T.U. en contribuant à éclaircir les positions des diverses tendances au sein du mouvement syndical révolutionnaire. » En effet, les ouvriers de la C.G.T.U. ont marqué dès avant le congrès leur volonté de mettre un terme aux hurlements démagogiques de la direction du parti, malgré l'appareil, malgré les calomnies et les injures ; ce fut l'un des « côtés positifs » du 1er août. L'appareil étouffa cette tendance, mais elle se développera.

Visiblement, Semard s'égare, et déjà sa situation à la direction du parti n'est plus très assurée. En fin de compte il nous apprend que bientôt un C.C. se tiendra pour discuter plus à fond du 1er août sur la base d'un rapport et d'un corapport sur « l'état d'organisation du parti et les tâches qu'il commande », le tout en vue d'une « conférence nationale d'organisation que nous devons préparer pour la fin de cette année ». Ces quelques lignes nous montrent que des divergences sérieuses ont dû se produire, puisqu'elles nécessitent la tenue d'un nouveau C.C. Elles expliqueraient aussi que Semard ne nous dise rien de la discussion au C.C....

Mais une discussion au C.C. équivaut à zéro. Une seule chose aujourd'hui est souhaitable, c'est la discussion de tous les travailleurs révolutionnaires, au grand jour. — P. N.

## La finance toute-puissante

# La Banque des règlements internationaux

La chicane bruyante de La Haye et le batage organisé autour d'elle par la grande presse chauvine ont laissé dans l'ombre la discussion sur la pièce essentielle du plan Young : la Banque des Règlements Internationaux.

Cette banque n'est encore qu'un projet, ébauché dans ses grandes lignes par le plan Young. Ce projet, c'est celui de substituer un organisme purement économique et financier, ayant une existence autonome, auquel seraient déléguées toutes les fonctions concernant le règlement de la créance des Alliés sur l'Allemagne et d'autres encore pour les dettes interalliées, aux organismes administratifs et gouvernementaux du plan Dawes. Pour assumer ces importantes fonctions et donner les garanties nécessaires à la mobilisation et à la commercialisation des dettes, cette banque doit être capable de faire des bénéfices et, partant, de se livrer à toutes les opérations d'une banque ordinaire. D'autre part, par le jeu même des opérations pour lesquelles elle a été conçue, elle est amenée à les dépasser et à contrôler tous les échanges internationaux.

Le problème général en face duquel se sont trouvés les experts du plan Dawes, puis ceux du plan Young, c'est celui de la liquidation de la dernière guerre, ce qui, en régime capitaliste, revient à déblayer le terrain en vue de la prochaine. L'aspect le plus apparent de ce problème est constitué par les questions des dettes interalliées et des réparations allemandes, et sous ce rapport, plus encore que le plan Dawes, le plan Young consacre le triomphe de la finance anglo-américaine sur la politique de pillage et de force de l'impérialisme français.

Mais ce n'est pas là l'aspect le plus profond de la liquidation de la guerre, qu'on ne saurait réduire à une question de gros sous. Le problème essentiel pour la vie du capitalisme après la guerre, c'est celui d'assurer la circulation normale des richesses, l'investissement des capitaux et le rétablissement de la capacité d'absorption des marchés dans une Europe encore peu sûre politiquement et hérissée de barrières douanières de toutes sortes comme l'est celle d'après le traité de Versailles. De là vient que, sous couleur de s'attacher uniquement au problème des dettes et des réparations, les experts ont été amenés à envisager la création d'un organisme international doté d'attributions qui le dépassent largement.

La Banque des règlements internationaux a pour fonction essentielle d'organiser systématiquement, par le crédit, les débouchés et les marchés. Elle reflète un effort gigantesque du capitalisme pour surmonter sa propre contradiction interne de la disproportion entre le développement de l'appareil de production et la restriction des débouchés. Cet effort est parallèle à son mouvement de concentration : la B.R.I. est, en réalité, un immense trust bancaire qui vient compléter les trusts industriels déjà existants. Elle a pour fonction d'agir sur l'un des pôles de la contradiction capitaliste : les marchés, tandis que les trusts agissent sur l'autre pôle : la production. Elle ouvrira et fermera le robinet des crédits pour diriger la formation des marchés. Elle procédera à une inflation dirigée et systématique des crédits pour rétablir la capacité d'absorption du marché européen.

Le capitalisme résout-il ainsi l'essentiel de ses propres contradictions et ouvre-t-il la voie au socialisme ? Les socialistes, qui n'ont retenu de l'aphorisme de Marx que le rôle d'héritier du capitalisme que devra jouer le prolétariat et ont oublié son rôle corrélatif de fossoyeur, le croient fermement. Pour eux, plus n'est besoin d'une action de classe, puisque le capitalisme s'en charge. Mais le capitalisme n'est pas une

entité abstraite, il y a des capitalistes. En fait, dans la B.R.I., ce sont les sept grands Etats impérialistes qui ont délégué leurs experts pour la confection du plan Young : France, Italie, Angleterre, Belgique, Allemagne, Japon, Etats-Unis, et qui participeront au Conseil d'administration de la Banque Internationale par le canal des représentants de leur banque centrale. Les discussions sur le siège de la banque, auxquelles on finira d'ailleurs par trouver un compromis, les montrent déjà aux prises.

Les crédits non plus ne sont pas une entité abstraite : on sait où ils se trouvent et quelle est la position privilégiée de l'impérialisme américain. Dans cette entreprise, la finance britannique, dernière ressource d'un grand impérialisme aux abois, mettant en avant son expérience séculaire du marché mondial, qui fait encore défaut à son jeune concurrent et vainqueur, voudrait bien jouer un rôle de brillant second ; mais rien ne dit que l'impérialisme américain laissera ces désirs se transformer en réalité.

Il serait absurde de croire que la B.R.I. supprimera la concurrence anarchique, qui est l'âme du régime capitaliste, parce qu'elle n'aura elle-même à redouter aucune concurrence : elle créera des possibilités d'achat sans définir le sens dans lequel devront s'orienter les commandes, sens qui restera déterminé par la concurrence, et l'on sait encore quelle est la position privilégiée du capital américain pour cette obtention de commandes.

L'idéologie de la B.R.I. est une idéologie américaine ; elle est conçue sur le type de la Federal Reserve Board et elle aura avec les banques centrales des pays participants les mêmes rapports de suzerain à vassal que la Federal Reserve Board avec les banques fédérées. Elle appelle à grands cris l'internationalisation de l'économie et donne comme modèle l'économie des Etats fédérés de l'Amérique du Nord. Elle oppose à l'anarchie politique européenne le sens avisé des affaires de l'économie américaine. Derrière l'idéologie américaine se masquent les intérêts américains, l'impérialisme américain qui étend sa main de fer sur le vieux monde.

Ceci doit nous éclairer sur les résistances que rencontre le projet de la B.R.I. On proteste déjà contre les prérogatives exorbitantes qu'elle donne à la finance internationale devenue par elle une réalité tangible. Le sort des Etats sera entre ses mains. Est-ce la fin des indépendances nationales ? M. Cailiaux, en contradiction absolue avec la lettre et l'esprit du plan Young, réclame un contrôle politique sur la Banque. Cette prétendue résistance du politique aux prétentions de l'économique est en réalité la résistance de la politique économique européenne à celle des Etats-Unis. Rien n'est changé dans la structure profonde du capitalisme par le plan Young et la B. R. I., mais ils manifestent que les rapports de force ont changé dans le monde capitaliste.

L'inquiétude commence à gagner les petites nations qui voient dans la B.R.I. la fin pour elles de tout simulacre d'indépendance. Par l'organe des délégués autrichien et danois, elles ont manifesté l'espoir utopique d'un contrôle politique de la Société des Nations. Le délégué allemand, le social-démocrate Breitsche d, fondé de pouvoir de l'impérialisme américain, s'est chargé de leur faire entendre raison impérialiste. D'autre part, on apprend que sur les ordres de Stimson la Federal Reserve Board ne participera pas directement à la Banque. Le capital américain entend montrer ainsi sa position hégémonique en ne se mêlant pas au rang de la plèbe vulgaire des banques centrales de l'Europe et du Japon.

André ARIAT.

## LA VÉRITÉ

Hébdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X'

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Problèmes d'après congrès

Que veut la majorité confédérale ?

Les accusations portées contre la nouvelle minorité confédérale, leur ton, la campagne systématique menée avant le Congrès confédéral, au congrès et après le congrès, ne peuvent être interprétés que d'une façon. Tout le monde y verra un désir évident de rendre la C.G.T.U. inhabitable aux minoritaires, de les pousser vers l'autonomie et même vers la C.G.T. Lafayette.

Quand on dit cela, de bons apôtres majoritaires vous répondent : Comment pouvez-vous parler de provocation. N'avons-nous pas laissé les délégués minoritaires parler tout à leur aise au congrès ? A tel point que certains de nos amis nous reprochent de leur avoir permis d'abuser de la tribune et d'éterniser la discussion sur le rapport moral au détriment d'importantes questions inscrites à l'ordre du jour. Mais nous avons voulu montrer qu'à la C.G.T.U. la démocratie syndicale existe. Chacun y peut parler, alors qu'à la C.G.T. Lafayette il n'y en a que pour Jouhaux.

Il est vrai qu'au congrès les minoritaires ont pu parler, mais nous avons déjà fait remarquer que l'Humanité s'est chargée d'écourter leurs discours et de les déformer par des comptes rendus systématiquement mensongers. Et depuis le congrès il s'est passé certains faits qui ne manquent pas de signification. Est-ce que les dirigeants confédéraux vont faire saboter les réunions corporatives organisées par des minoritaires, comme ils ont fait saboter le meeting des boulangers à la Bourse du Travail ? Est-ce qu'ils vont continuer d'écrire ou de faire écrire que les minoritaires ne sont pas à leur place dans la C.G.T.U., qu'ils seraient mieux en mieux rue Lafayette ?

Et tout cela il leur sera difficile de prétendre qu'ils ne veulent pas la scission et qu'ils ne la préparent pas.

La direction confédérale s'est trouvée handicapée au congrès du fait que ses membres les plus notables sont en prison ou doivent se soustraire aux recherches des policiers (un des beaux résultats, entre autres, de cette journée du 1er août qui aurait dépassé les objectifs fixés) et il est possible qu'elle ait quelque peine à se concerter et à élaborer la politique qu'elle entend suivre à l'égard de la minorité. Il est possible aussi que, dans le désarroi où elle est depuis le 1er août, elle ne sache pas exactement elle-même ce qu'elle veut et qu'elle soit engagée contre son gré par un bavard plus irresponsable que les autres ou par un journaliste suppléant par le zèle à l'ignorance du mouvement.

Ce qui est sûr, c'est que ce ne sont pas là, pour la nouvelle minorité, des raisons de tarder à se donner une base solide et d'élaborer une tactique précise. C'est même une raison de faire tout le contraire.

Le but que se proposent les minoritaires, c'est d'en finir avec la politique d'aventure de ces dernières années, dont on voit clairement qu'elle est funeste aux organisations syndicales et au mouvement ouvrier tout entier.

Pour pouvoir l'atteindre, il faut avant tout que les minoritaires se prémunissent contre un grand danger : c'est de rendre absolument impossible toute opération tentée pour les incorporer — malgré eux — dans ce vaste bloc anticommuniste qui va de Coty au Populaire et ne voit dans la crise présente qu'une occasion d'en finir avec le communisme.

On comprend fort bien que des militants syndicaux qui ont la charge et le souci de leurs organisations, qui connaissent les difficultés de recrutement, soient irrités contre une direction qui se trompe toujours et ne permet pas qu'on la critique. Mais ils commettraient une faute irréparable si, au lieu de combattre clairement certains hommes et certaines méthodes, funestes au Par-

Parti et syndicats Confusion dangereuse

Dans la « Tribune du Congrès » de la Bataille des P.T.T. a paru un article de Ch. Le Gléo, dont nous reproduisons ici les principaux passages.

Tout d'abord Le Gléo proteste avec raison contre la manière dont la discussion est conduite :

Appeler les camarades à la discussion ouverte et accabler, injurier et discréditer à l'avance ceux qui prennent au sérieux cet appel est une duperie sans nom.

Puis, abordant le sujet même, il écrit : Nécessité d'un parti révolutionnaire ? Je l'affirme sans réserve. J'ajoute qu'il ne peut qu'être communiste.

Nécessité de l'entente avec le syndicalisme qui ne peut être, lui aussi que révolutionnaire. Mais comment la réaliser ?

Surtout, quelles sont les conditions qui rendent cette réalisation possible ?

1° La première est de ne pas oublier ce qui distingue l'organisme politique de l'organisme syndical.

Le premier est composé des éléments les plus évolués et appartenant à une même opinion.

Le second rassemble tous les éléments évolués ou attardés de la classe ouvrière sans distinction d'opinions ;

2° La seconde c'est que le parti révolutionnaire n'emploie que des méthodes de persuasion à l'égard de la classe ouvrière — qui n'est pas l'ennemie, l'ennemi — qu'il renonce aux méthodes de brutalité, caricature de la force. Pour entraîner la classe ouvrière à sa suite, il faut qu'il l'ait déterminée à accepter librement ses solutions et sa discipline, sinon elle se refusera ;

3° Qu'il pratique une politique cohérente, conséquente avec sa doctrine et sa stratégie, appropriée aux circonstances actuelles et digne de la classe ouvrière.

Ce n'est plus le cas du Parti communiste, et depuis longtemps ; les événements du 1er août n'ont fait que faire éclater l'incohérence de sa politique et l'absurdité de ses dirigeants.

Et alors que l'on reconnaît que l'heure de l'offensive prochaine n'a pas encore sonné, on lance étourdiment ou criminellement les masses ouvrières avec la même inconscience que les généraux de l'offensive à tout prix et quand même lançaient en 1914 « glorieusement, à la baïonnette », drapeaux déployés, musique en tête, les officiers fraie émoullus, le casaco au shako, — leurs troupes de couverture se faire massacrer par les mitrailleuses ennemies savamment camouflées.

C'était grandiose. Mais aussi grandiosement idiot ! La science manœuvrière des stratèges actuels du Parti communiste est du même calibre ;

4° Dernière condition de la réalisation de l'accord étroit entre le syndicalisme et le Parti. Elle est primordiale. Elle est essentielle : c'est qu'il y ait un Parti communiste véritable.

Et il n'y en a plus. Nous n'avons plus autour de nous qu'une caricature de Parti se livrant à ce que Lénine appelait des « grimaces » et des gestulations révolutionnaires. Il n'y a plus qu'une équipe d'hommes sans mandats, sans contrôle, sans conviction et sans honneur. Arrivés à la direction de « l'appareil », après une série ininterrompue de révolutions de couleur, ils n'ont plus qu'un souci : A tout prix et par tous les moyens, conserver le pouvoir.

L'équipe de dirigeants à tout prix risque de régner sur le néant.

C'est pourquoi ils ont inventé de s'accrocher, avec le désespoir du naufragé, à la C.G.T.U. Celle-ci risque de sombrer dans l'aventure si nous ne réagissons pas.

Et comme à la C.G.T.U., ils apparaissent comme des adversaires du communisme tout court.

A ce point de vue, leur revendication de l'indépendance syndicale est certainement insuffisante. Elle a déjà été formulée, au sein de la C.G.T.U. même par d'autres et on sait où ils ont finalement échoué. Chacun le voit. Prendre, même provisoirement, la suite d'un pareil précédent, ce serait pour la nouvelle minorité se lier bras et jambes au moment où elle a besoin de toutes ses forces pour ramener la C.G.T.U. dans la bonne voie.

La position de la minorité serait très forte si elle ne manifestait elle-même une certaine confusion. On dit que le fait de sa division lui est préjudiciable. L'union est par elle-même une chose excellente à condition toutefois qu'elle ne s'opère pas dans la confusion. Or les conceptions de la minorité dite n° 1 (Ligue syndicaliste) visent à reprendre contre le Parti les vieilles conceptions du syndicalisme indépendant des partis politiques. Il ne semble pas pourtant qu'on ait découvert encore, dans aucun pays, un mouvement syndical à l'abri d'une influence politique quelconque et par conséquent indépendant. Même les organisations les plus étroitement corporatives, les plus strictement professionnelles, sont influencées, cette fois non par les communistes, mais par la bourgeoisie.

Nous savons bien que toutes les sottises accumulées par la direction du Parti ont fait beaucoup pour rejeter vers des conceptions fautes certains camarades de la Ligue syndicaliste ; nous avons combattu et combattons encore la politique des dirigeants communistes actuels, mais cela ne peut en aucune façon nous faire accepter la formule du syndicalisme indépendant des partis politiques. Nous sommes des communistes qui attachons au principe d'un parti politique révolutionnaire, dont la vérification par la Révolution Russe demeure éclatante, la plus haute importance. La caricature de la politique communiste faite par les Sémard et les Cachin ne peut que nous inciter à continuer la lutte.

La perspective de voir la C.G.T.U. entraînée aux côtés du P.C. vers les désastres d'une politique d'aventure a provoqué la formation d'une minorité dite n° 2. La chose est d'importance lorsqu'on sait que la plupart des membres les plus marquants de la nouvelle minorité étaient hier encore du Parti.

Au congrès unifié, ces camarades ont fait le procès de l'activité des chefs de la majorité, dont le néant des résultats obtenus depuis Bordeaux est le plus sûr témoignage de leur incapacité. Ils ont rappelé la salade des mots d'ordre contradictoires. Ils ont montré à propos des assurances sociales l'absence de position nette des dirigeants confédéraux. Ils se sont élevés contre la prétention de faire admettre par la C.G.T.U. le P.C. comme fraction dirigeante du mouvement ouvrier, alors que le bilan de cette fraction dirigeante se traduit par un recul important de la C.G.T.U. La régression de l'influence de la C.G.T.U. affirmée par la perte de 75.000 ouvriers, le renforcement de la C.G.T. Lafayette, l'accroissement du 1er août tels sont les résultats « positifs » obtenus par les dirigeants prétendus communistes.

Cette critique n'est pas sans valeur, mais on n'aperçoit pas suffisamment les solutions que préconise la nouvelle minorité, à moins d'accepter comme telles leurs affirmations pour l'indépendance du syndicalisme. L'insuffisance de cette formule reprise en chœur par les anarchistes, les réformistes et les bourgeois ne peut remédier à la situation. D'ailleurs, peut-on poursuivre la lutte pour le redressement ouvrier uniquement dans le cadre de la C.G.T.U. ? Pour des communistes la chose est douteuse. La politique appliquée dans les syndicats pour le Parti ne l'est pas d'acier ; les résultats négatifs en étaient prévus depuis longtemps. On se rappelle la bolchévisation ; cela commença en 1924. La direction actuelle avec sa « radicalisation » est la même qui nuit à la stabilisation du capitalisme et qui voyait le fascisme partout ; le même automatisme, la même mécanisation dénoncés par Deveaux au congrès sévissaient alors. L'appareil de fonctionnaires dociles qui étouffait les organisations était déjà dénoncé par l'opposition communiste. Nous étions, en 24, traités de droitiers et de social-démocrates comme les minoritaires sont aujourd'hui traités de paniquards et de réformistes ! C'est la conception du rôle du Parti qui était et demeure en cause.

L'opposition voit aujourd'hui les faits vérifier ses prévisions. Les voies confuses du genre de « l'indépendance du syndicalisme » sont sans issue. C'est avec l'opposition communiste qu'on pourra travailler utilement au redressement du mouvement ouvrier. — GOURGET.

## La conférence nationale des jeunes syndiqués

La Conférence nationale des jeunes syndiqués qui s'est tenue après le Congrès Confédéral de la C.G.T.U. révéla, par sa tenue même, toute la nocivité de l'aboutissement logique des pratiques bureaucratiques au sein de la C.G.T.U.

Dès le matin, les jeunes fonctionnaires, dignes élèves de leurs supérieurs hiérarchiques, procédèrent à un coup de force, en refusant en fait toute discussion, en réduisant le temps de parole à dix minutes, refusées dès qu'accordées aux minoritaires tandis que les majoritaires pouvaient pérorer des demi-heures entières. Ceci fait, ils refusèrent toute discussion sur le rapport de Croizat sur l'orientation de la C.G.T.U. et de son cinquième congrès, en déclarant que le congrès de la C.G.T.U. ayant décidé les jeunes syndiqués n'ont que le droit d'enregistrer.

Jeanne, de la Jeunesse des P.T.T., ayant montré l'absence de tout travail depuis le congrès de Bordeaux, et Paul, des culrs et peaux, la réalité sur la soi-disant radicalisation des masses et les dangers de guerre, tels que le concevaient les majoritaires, Croizat se garda bien d'y répondre, mais en revanche il prit une attitude fort insolente en portant le problème sur le plan personnel. La minorité voulut riposter et se défendre, mais elle se vit refuser la parole. Devant une telle attitude de la part du congrès, où la plupart des participants ne représentaient qu'eux-mêmes, la minorité fut contrainte de se retirer. L'humanité, toujours véridique, n'hésita pas à affirmer que les minoritaires ont fui toute discussion.

Sur le Congrès lui-même, il ne reste rien à dire, sinon que son bilan se chiffre par zéro. Car il n'y eut, même entre majoritaires, aucune discussion sérieuse. Ce n'est pas discuter que de venir lire à la tribune des projets de résolution en les développant vaguement. Le fait le plus important est la déclaration faite par le congrès que les Jeunesses communistes et les jeunes syndiqués sont un mouvement identique (sic). Ayant anéanti l'organisation des Jeunesses communistes, les opportunistes se rejettent sur les syndicaux, méconnaissant totalement ce qui est leur rôle propre. Car s'il est vrai que l'aggravation de l'exploitation de la jeunesse ouvrière éveille cette dernière à la conscience de classe, il ne faut pas de doute que ces jeunes générations le manifestent en se tournant tout d'abord vers le réformisme — ignorantes qu'elles sont, pour ne l'avoir point expérimentée, de ce qu'est la social-démocratie.

Une telle situation trace nettement la route à suivre pour gagner les jeunes ; cela ne peut se faire que par de larges organisations syndicales, ouvertes à tous, et la pratique du front unique. Car les syndicaux sont la première forme des organisations ouvrières, au sein desquelles il est du devoir des communistes de militer. Si on ne comprend pas cela, ce qui est le cas des dirigeants de ce congrès, toutes les résolutions sur l'organisation, la propagande, etc. restent sur le papier et vont à l'encontre du but indiqué.

Il est utile de signaler aussi le niveau particulièrement bas du congrès. Le camarade Paul ayant élevé une protestation contre l'étranglement des syndicaux russes et les déportations d'oppositionalistes se vit répondre par ces « jeunes révolutionnaires » inéduqués et inconscients que contre les « minoritaires et oppositionalistes trotskystes » il faut employer l'action directe. Tel est le fruit de l'éducation mensongèrement léniniste du centrisme stalinien.

Le devoir de l'Opposition est bien net. C'est à elle qu'il incombe de travailler opiniâtement au sein de la classe ouvrière pour rallier à elle les jeunes ouvriers, les éduquer à la faveur de chaque événement et les amener à réaliser la véritable continuité révolutionnaire avec ceux qui, déportés, exilés, paient ainsi leur fidélité au drapeau de Marx et de Lénine. — J. JACQUES, V. PAUL.

### LA VERITE

ADMINISTRATION et REDACTION :

45, boulevard de la Villette — Paris (X<sup>e</sup>)

paraît tous les vendredis

## Où en sont les Jeunesses communistes ?

C'est un document officiel, une lettre du secrétariat d'Entente aux cellules qui va nous le dire.

Le secrétariat commence par rappeler que, parmi les tâches à réaliser après le 1er août, « l'objectif central était : le mois antimitariste, à travers :

1° Toute une série d'actions au cours de la 15e S.I.J.

2° Une agitation dans les usines nous menant à la tenue, le 14 septembre, d'un Congrès de jeunes ouvriers.

3° En posant dès ce moment l'organisation pratique de nos tâches anti actuelles.

« De tout cela qu'avons-nous réalisé ? Presque rien !

« Les jeunes ouvriers n'ont rien connu cette année de la 15e S.I.J.

« Notre congrès ne représente rien de sérieux, il n'a pas été une représentation des jeunes ouvriers de notre région. »

Si ces constatations ne sont pas réjouissantes, au moins trouvera-t-on qu'elles ont le mérite d'être franches. Il est vrai qu'il eût été difficile de marquer des succès là où il n'y a que le néant. Elles pourraient être et devraient être le point de départ d'une activité réelle. Mais pour cela la première condition serait une modification totale des méthodes employées et des conceptions sur lesquelles elles s'appuient. Or tout ce qu'on propose c'est de repartir sur la même base, en se gargarisant du même verbiage stérile sur la « troisième période ».

Ce n'est pas ainsi qu'on ranimera les Jeunesses communistes, qu'on les tirera de leur léthargie.

Pour les Jeunesses comme pour le Parti, ce qu'il faut, c'est un changement radical de régime. Il faut en finir avec un bureaucratisme étouffant qui n'a fait que trop largement ses preuves.

### LE CONGRES DE LA C.G.T. : UN CONGRES

#### MODELE

Edouard HERRIOT.

### INDEPENDANCE DU SYNDICALISME :

#### FORMULE EQUIVOQUE

*Considérant que l'union de tous est absolument indispensable pour réaliser leurs aspirations corporatives et sociales au moment où les responsables de la scission se déchirent entre eux en se déversant mutuellement les injures dont ils ont si souvent gratifié les militants confédérés, ils font appel au bon sens de leurs camarades marins, agents du service général et pêcheurs, afin qu'ils viennent grossir les rangs des vieilles organisations ayant toujours défendu l'indépendance du syndicalisme et dont la ligne de conduite n'était que le résultat d'une libre démocratie syndicale.*

Ordre du jour des marins confédérés de Dunkerque. (Peuple, 30 septembre 1929.)

**La Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, vient de publier le catalogue de ses éditions et de celles qu'elle possède en dépôt. L'envoi en est fait franco sur demande. Elle se charge également de toute fourniture d'ouvrages, quels qu'en soient les éditeurs. (Chèque postal : 43-08 Paris.)**

## Ce que pense l'Opposition communiste du 15<sup>e</sup> rayon

Sous ce titre, des camarades récemment exclus du Parti viennent de faire paraître un bulletin, consacré à la journée du 1er août et à ses conséquences.

Ils écrivent :

*Venant d'être exclus pour avoir lutté contre le régime bureaucratique du Parti et la fausse politique qui en découle, il est de notre devoir, dans la grave situation présente, de continuer énergiquement l'action pour un véritable Parti et une véritable Internationale communiste.*

*Les derniers événements politiques survenus depuis un mois, sont gros de conséquences pour la classe ouvrière. Le parti, les syndicats et toutes les organisations ouvrières sont menacées d'être jetés dans l'illégalité.*

*Il faut donc réagir au plus vite.*

*Pour cela il faut : 1° une analyse complète sur les lourdes fautes commises. 2° changer radicalement la ligne politique, afin d'entraîner au plus vite le prolétariat à la défense de ses organisations menacées.*

*Dans nos précédents documents, nous avions examiné les derniers événements (1er Mai, élections, Vincennes, le Mur) et nous avions nettement exprimé nos craintes de voir se reproduire les mêmes erreurs pour le 1er Août.*

*Or, nous pouvons le dire maintenant que les faits ont malheureusement prouvé que nous avions raison.*

Ils montrent ensuite ce qu'a été, en fait, le 1er août. Puis ils enregistrent les affirmations faites par Semard, au 10<sup>e</sup> Exécutif élargi, se rapportant à la préparation, qui montrent une fois de plus, sans qu'il soit besoin de commenter, le bluff grossier que font les dirigeants du Parti quand ils discourent à Moscou.

Voici ce que racontait là-bas Semard :

*Qu'est-ce que notre Parti a fait pour la préparation du 1<sup>er</sup> août ? D'abord dans la préparation, son agitation a commencé au cours des mois de mars et avril, dans la préparation du 1<sup>er</sup> Mai. Elle a été poursuivie au cours des manifestations municipales, au cours des manifestations, comme celle de Vincennes, au cours de la Manifestation du Mur des Fédérés.*

*Quelle a été la base de notre agitation ?*

*La base de notre agitation a été l'usine. Par un gros effort d'agitation et la réalisation du front unique, par la création de comités du 1er août, dans toutes les usines, et dans les milieux paysans, par le développement des mouvements de masses pour les revendications immédiates, par la création de comités d'usines et de comités de grève, là où nous avons la possibilité de le faire, grâce au mûrissement de la situation dans les usines, ce qui ne nous dispense pas dans la période actuelle, partout où nous en avons la possibilité de créer des comités de 1er Août, qui seront la base pour la constitution de comités d'usines.*

Et il terminait en pronostiquant pour le 1er Août, un chômage aussi important que pour le 1er Mai, c'est-à-dire, 80 % pour les métaux, 90 % pour le bois et bâtiment, 40 % pour les produits chimiques et de même dans les mines, mouvement plus important dans les services publics.

### IMPUDENT RACOLAGE

Le syndicat confédéré des terrassiers de Seine et Seine-et-Oise, vient de lancer un tract dans lequel, après une absurde et mensongère critique de la C.G.T.U. on peut lire ceci :

*D'un autre côté, la C.G.T., restée syndicaliste dans ses principes a tenu son Congrès en même temps et prouve une augmentation d'adhérents, qui ne peut que profiter tous les jours.*

*Sans aucun lien politique, sans attache gouvernementale, elle poursuit son but d'éducation ouvrière et de transformation sociale pour le bénéfice des seuls travailleurs.*

On voit que ces terrassiers confédérés — ou ceux qui ont rédigé leur tract — s'ils sont peu nombreux, par contre ne manquent pas de culot.

Les Livres

P.-J. PROUDHON : *Lettres*. (Collection « Les Ecrits », Grasset, éditeur.)

*Proudhon fut un homme de bonne foi et de bonne volonté, mais par l'exemple de sa vie et de son œuvre il a prouvé combien ces qualités sont insuffisantes lorsqu'on veut, comme c'était son ambition, se faire sauveur du peuple et régénérateur de civilisations. C'est pourquoi cette correspondance familière qui épouse le rythme de sa vie privée, de sa vie intellectuelle et de sa vie politique est utile à méditer.*

*On voit d'abord le jeune paysan autodidacte, plein de qualités brillantes et de science confuse, qui se jette sur toutes les questions, les plus élevées et les plus difficiles comme les plus faciles, apprend l'hébreu (?) et cherche avec intrépidité les solutions de la question sociale. C'est le Proudhon de la jeunesse, de Qu'est-ce que la propriété ?, avec son allant, son audace, qui semble assez comiquement se faire peur à elle-même, ses grands mots pour s'étourdir lui-même et étourdir les autres. Bref, un brillant pamphlétaire, mais non un savant.*

*C'est ensuite le Proudhon qui discute avec Marx, maniant avec sa maladresse rustique de grandes abstractions économique-sociales, puis s'effarant à l'idée d'une Saint-Barthélemy des propriétaires qu'il prête à son « cher philosophe », et demandant en style hégélien s'il n'y aurait pas des moyens moins radicaux. C'est que le petit paysan est venu à la ville, et qu'il y a cherché et trouvé, non pas le prolétariat, mais le peuple, tout ce qui travaille et commerce honnêtement. Si son tempérament le pousse à ces grands mots qui bercent ce bon peuple, son esprit lui refuse prudemment les solutions extrêmes qui en contrarieraient les intérêts et les plus chères habitudes. Comme il ne connaît de capital que le capital commercial et d'exploitation que l'usage, il est l'inventeur d'une pance : le bon sans s'mil.*

*Vient enfin le Proudhon, comme tout le monde, le voilà qui court aux barricades et qui devient représentant du peuple, et comme « la République n'a pas d'idées », il lance la sienne en circulation. Survient juin 1849. L'antagonisme de la bourgeoisie et du prolétariat qu'il n'avait pas prévu, comme il l'avouera dans ses Confessions d'un révolutionnaire, parce qu'il ne ressortait pas de ses idées, le laisse désarmé. Il se fait mettre en prison. Puis c'est le coup d'Etat de Louis Napoléon, encore un qu'il n'a pas prévu. Cette fois, il retourne sa colère contre le peuple, contre la « vile multitude », qui reste passive et ne lève pas un doigt pour se défendre du pouvoir politique de cette bourgeoisie qui l'a mitraillé.*

*Sous le Second Empire, la pensée de Proudhon, de plus en plus déracinée de l'action, devient de plus en plus flottante : il combat sans merci les revendications des nationalités, dont il ne comprend pas la profonde signification historique et, par là même, révolutionnaire. Il publie encore un beau livre inspiré de Feuerbach : La Justice, qui attaque l'équivoque de la religiosité révolutionnaire dont il ne sera pas pourtant toujours exempt. Enfin dans les derniers temps, à l'occasion du « Manifeste des Soixante », il reconnaît et étudie la Capacité politique des classes ouvrières, en condamnant toutefois les grèves (!) N'oublions pas, pour rendre justice à Proudhon en dépit de son humeur brouillonne, que les ouvriers parisiens de la Commune, pénétrés d'idées proudhoniennes, ont su faire passer ces idées dans les faits en s'attaquant à la machine bureaucratique de l'Etat et en lui opposant un régime communaliste fédéraliste. Mais ce n'est pas chez Proudhon, incertain et ballotté au gré de son humeur et des vicissitudes des classes moyennes, que le prolétariat peut trouver son guide sûr, mais bien chez Marx, son génial contradicteur de Misère de la philosophie. — A.A.*

Livres reçus :

MICHEL MATVEEV : *Les hommes du 1905 russe* (Les Revues, éd.)

-:- La vie du journal -:-

Les indications que nous avons reçues sur la vente de nos trois premiers numéros montrent que nous avons fait notre trou à Paris. Ce qu'il faut maintenant, c'est d'abord régulariser et consolider la vente dans les kiosques et librairies, et ensuite l'étendre. Pour cela, nous devons revenir sur l'aide que nous attendons de nos amis parisiens. C'est par eux seulement, par leurs efforts méthodiques et persévérants que nous pourrions obtenir une juste distribution du journal.

Ils doivent, dans leur petit cercle, enquêter auprès des marchands, veiller à ce que le journal soit bien exposé. Dans certains coins, la distribution est insuffisante, la *Vérité* y est épuisée dès le vendredi, dans d'autres au contraire elle est trop abondante et il y a des retours. Nous ne pouvons pas prétendre supprimer complètement les retours, mais des indications précises nous sont indispensables pour approcher de ce but le plus possible et pouvoir, en conséquence, régler notre tirage.

Dans un autre domaine, ce que nous demandons à nos amis, c'est de faire connaître la *Vérité*, en la distribuant autour d'eux. La publicité que nous avons pu faire a été des plus réduites et, naturellement, il n'y a personne pour nous en faire. Tous ceux qui sont maintenant nos lecteurs fidèles, qui trouvent notre journal utile, doivent s'employer à en accroître le rayonnement.

En province, les choses vont plus lentement. Les abonnements arrivent maintenant régulièrement, mais en trop petit nombre. La vente au numéro n'est encore organisée que dans quelques villes. Si nos amis ne font pas un sérieux effort pour assurer la diffusion de la *Vérité*, nous risquons de plétiner longtemps. Pour le premier travail de préparation, nous pouvons, soit envoyer un certain nombre de numéros qu'un camarade se charge de répartir, soit envoyer nous-mêmes directement un ou deux numéros aux adresses dont la liste nous serait communiquée.

En examinant la question du regroupement des forces d'opposition, nous avons été amenés à parler du conservatisme des groupes existants. On a assisté ces jours derniers à la première manifestation publique de ce conservatisme, la plus typique. *Contre le Courant* nous a signifié que l'opposition c'était lui, que nous, nous étions des intrus, qui nous engageons sans autorisation dans un domaine à lui réservé. Nous avons défini, déjà, dans notre Déclaration, très précisément notre but. Nous avons dit que « nous voulons assurer la possibilité du travail collectif sur une base plus large que cela n'a été fait jusqu'ici. Nous comptons fermement sur l'appui des vrais révolutionnaires prolétariens, à quelque groupe qu'ils aient appartenu hier ou qu'ils appartiennent aujourd'hui ». Les camarades de la rédaction de *Contre le Courant*, qui ont été les premiers informés, savent cela fort bien. Ils n'ont pas voulu nous entendre. Tant pis. Fort heureusement, il en est qui nous ont entendu et compris : ils sont venus tout de suite travailler avec nous, et nous accueillons toujours bien volontiers tous ceux qui voudront les rejoindre.

Voici quelque chose de plus encourageant. Quelques camarades appartenant aux Jeunesses communistes de la région parisienne ont préparé tout un plan d'organisation et de travail. J'en recopie ici les passages principaux :

« Le journal la *Vérité* vient de sortir ; c'est un gros progrès en vue de l'unité d'action de l'opposition en France. On peut déjà examiner ce que devra être le journal pour orienter son travail non seulement dans des discussions avec les membres du Parti, mais surtout pour avoir le contact avec les masses. Aux articles politiques de clarification, aux informations internationales nous devons nous attacher sur deux points principaux, avoir deux rubriques permanentes : 1° la vie du Parti, ce qui suppose une liaison avec les membres du Parti ; 2° la correspondance ouvrière.

« Nous attachons à cette dernière rubrique une importance toute particulière, car elle nous permettra d'avoir le contact avec la masse des ouvriers et de faire pénétrer la *Vérité* dans les usines. Naturellement, il ne faut pas imiter l'*Humanité*, qui, dans ce domaine, ne signale guère que d'insignifiants faits divers. Il faudrait voir dans ce travail une information de la vie économique du prolétariat : organisation du travail et revendications des ouvriers. Ces deux rubriques nous permettront d'élargir notre propagande écrite en touchant les membres du Parti dans leur vie politique et les ouvriers sur le lieu même où ils sont exploités. »

Nos camarades examinent ensuite les problèmes qui se rattachent à l'organisation et au travail de l'opposition.

Toutes ces questions sont bien importantes et les suggestions qui nous sont soumises bien utiles. Les deux rubriques indiquées doivent être en effet des rubriques permanentes de la *Vérité*. Il nous faut suivre la vie du Parti et aussi celle de l'Internationale Communiste et de ses sections. Pour la correspondance ouvrière, nous n'avons pas besoin de dire que nous ne lui marchanderons jamais la place.

Nous avons reçu quelques bonnes lettres de nos amis de province. L'un d'eux nous écrit :

« Dans son ensemble, le journal est bien. Il ne faudra jamais oublier que beaucoup de camarades du Parti ont été contre vous par ignorance. Avec la *Vérité*, on se sent maintenant entre camarades communistes. »

Nous avons reçu aussi quelques lettres d'injures. Ce n'est pas ce qu'il y a de plus mauvais. Le pire, c'est l'indifférence. Tel qui nous injurie aujourd'hui sera dans six mois plus ardent oppositional que nous.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC  
10, cité Nys, Paris-XI<sup>e</sup> (Métro: 73-26)

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître  
en octobre 1929

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Un volume de près de 600 pages  
Prix actuel : 15 fr. franco.

UN LIVRE

que chaque militant  
doit lire

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition, revue et préfacée  
par Amédée DUNOIS

Un volume in-16 Jésus de 612 pages  
Prix : 25 francs.

